

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DU CALVADOS

-----  
**COMMUNE DE OUISTREHAM**

-----  
**EXTRAIT DE LA  
SEANCE DU 23 SEPTEMBRE 2024**  
-----

L'an deux mille vingt-quatre, le lundi 23 septembre à 18h, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 17 septembre, s'est réuni en séance ordinaire en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Romain BAIL, maire de Ouistreham.

**Etaient présents :** Catherine LECHEVALLIER, Pascal CHRETIEN, Isabelle MÜLLER DE SCHONGOR, Robert PUJOL, Sabine MIRALLES, Sophie POLEYN, Luc JAMMET, Matthieu BIGOT, maires adjoints,

Annick CHAPELIER, François PELLERIN, Josiane CLEMENT-LEFRANÇOIS, Thierry TOLOS, Béatrice PINON, Pascale DEUTSCH, Paul BESOMBES, Jean-Pierre MENARD-TOMBETTE, Martial MAUGER, Pascale SEGAUD CASTEX, Raphaël CHAUVOIS, Yves MESLÉ, Emmanuel TISON, Nicolas FRENOD, Marie LE BAS, conseillers municipaux.

**Absents excusés / pouvoirs (P) :** Patrick QUIVRIN, (P. M. MAUGER), Christophe GSELL, Amélie NAUDOT (P. M. CHAUVOIS), Isabelle VILLEY DESMESERETS (P. Mme LECHEVALLIER), Nadia AOUEDE (P. Mme POLEYN)

Secrétaire de séance : M. BIGOT.

**Urbanisme :**

**TAXES D'URBANISME – TAXE D'AMENAGEMENT - MODALITES DE REVERSEMENT AU TITRE DE 2025**

DEL20240923_06	Présents : 24	Pouvoirs : 4	Abstentions :	Suffrages exprimés :28	Pour : 28	Contre :
----------------	---------------	--------------	---------------	------------------------	-----------	----------

**Annexe :** – convention

**Rapporteur :** M. Chrétien – VU en C° finances du 19/09/2024

Conformément aux articles L331-1 et 2 du code de l'urbanisme et à la circulaire du 18/06/2013 relative à la réforme de la fiscalité de l'aménagement, la Communauté urbaine (CU) Caen la mer a instauré par délibération en date du 23 novembre 2017 une taxe d'aménagement avec un taux de 5%, destinée à financer des actions/opérations en faveur de l'équipement et de l'aménagement durable de son territoire.

Cette taxe est perçue de plein droit par la CU, du fait de ses compétences, avec la possibilité d'en redistribuer tout ou partie à ses communes membres, les modalités de ce reversement étant fixées dans le cadre d'une convention bipartite.

La commune de Ouistreham a validé le principe et les modalités de partage de la taxe (cf. la première délibération en date du 29/05/2018).

*A noter : la loi de finances rectificative n°2022-1499 du 1<sup>er</sup> décembre 2022 a supprimé le caractère obligatoire du reversement du produit communal de la taxe d'aménagement aux EPCI à fiscalité propre. Considérant que les délibérations prises au titre de 2022 demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas rapportées ou modifiées, la collectivité disposait dans ces conditions de 3 options :*

- Maintenir le partage de la TA en l'état (aucune délibération n'étant dans ce cas nécessaire)
- Supprimer le partage de la TA
- Modifier les modalités de partage

Par délibération en date du 6/07/2023, la CU s'est dotée d'un nouveau **pacte financier et fiscal** qui valide le maintien du taux de reversement aux communes pour les années 2024 et 2025. Le partage a donc été maintenu pour 2024, (cf. délibération du conseil municipal en date du 18 septembre 2023), avec un partage de 75% / 25% au profit de la commune (et totalité pour les zones majorées).

 **Il faut noter que le pacte acte une inversion du taux de reversement à compter de 2026, qui sera de 25% pour les communes et 75% pour la CU.**

Aussi, au titre de 2025, le conseil communautaire a délibéré en date du 27 juin 2024 pour valider le maintien du partage en l'état.

En conséquence, en application de l'article 1379-0 bis du code général des impôts, lu et entendu l'exposé et après délibération, **le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- ➡ **APPROUVE** le maintien pour l'année 2025 du partage de la taxe d'aménagement en l'état, à savoir
  - 75% du produit de cette taxe, répartis entre les communes membres en fonction des équipements dont ils ont la charge ;
  - pour les communes situées dans les zones où la TA est majorée, la totalité du produit de la taxe perçue au-delà de 5% sur la/les zones concernées.
- ➡ **APPROUVE** les termes de la convention de reversement de la taxe d'aménagement au titre de 2025, dont le projet est joint en annexe ;
- **AUTORISE** le Maire à signer tous actes afférents.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

Extrait conforme aux registres des délibérations.

Le registre dûment signé,

**LE MAIRE**



**Romain BAIL**

Transmis en préfecture le  
Affiché/notifié le - **1 OCT. 2024**  
Certifié exécutoire.